

DECISION DCC 18-076

DU 15 MARS 2018

Date : 15 mars 2018

Requérant : Houénoukpo "David" HOUNKANRIN

Contrôle de conformité

Atteinte aux biens

Défaut de saisine de la Cour

Irrecevabilité

Prononcé d'office

Droits économiques et sociaux : (Non-paiement de prestations de sécurité sociale)

Contrôle de légalité

Incompétence

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête sans date enregistrée à son secrétariat le 30 janvier 2018 sous le numéro 0195/041/REC, par laquelle Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN forme un recours contre la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï le Professeur Théodore HOLO en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

CONTENU DU RECOURS

Considérant que le requérant expose : « ... L'an deux mille six (2006) et le 22 juin, j'avais adressé une plainte à la direction

générale de la Caisse nationale de sécurité sociale de Cotonou contre la société Mondial Business. L'employeur de cette société avait reconnu avoir envoyé et déposé mon livret d'assurance dans les services de la Caisse nationale de sécurité sociale de Cotonou à cette époque-là. C'était pour ma déclaration et le paiement des arriérés des allocations de mes cinq (05) enfants, tous scolarisés de deux mille trois à deux mille six (2003 à 2006). ... Nulle part, le directeur de la société Mondial Business n'avait point fait l'objet de dépôt de mon livret d'assurance : 314.794.

... L'employeur s'était plaint contre la structure CNSS de Cotonou. Il avait assigné la direction de la Caisse nationale de sécurité sociale en justice, au tribunal de première Instance de Cotonou. ... J'avais été recommandé à Monsieur O. Barthélémy depuis l'ancienne OBSS d'Akpakpa.

... A cette période, pour la réussite de mon dossier, j'étais tantôt à son domicile, tantôt à son bureau, au service. Monsieur O. Barthélémy me rassurait que la réaction de mon employeur ne peut prospérer comme il sera démontré. ... Avec sa permission, je suis allé au service contentieux où Monsieur ZOHOUN me demandait si j'ai un dossier complémentaire à lui remettre. Il affirmait que mon employeur a été condamné par le tribunal de première Instance de Cotonou à la somme FCFA de trois millions (3.000.000). Il me disait : un million a été reversé au service de recouvrement, ... Le directeur de la société Mondial Business n'avait pas tout payé... C'était en 2016 que Monsieur ZOHOUN me donnait toutes ces informations ... En dépit de toutes ces preuves, le sieur Barthélémy, vu la violation flagrante des droits de l'Homme, me parle au téléphone d'une prétendue société que lui-même ne connaît pas. Mais entre-temps, il m'a interdit d'aller le voir à la maison.

... A ma grande surprise, le sieur Barthélémy est devenu mon contradicteur citant une kyrielle de versions pêle-mêle... Au regard de tout ce parcours, un membre du personnel de la CNSS me conseilla de formuler une lettre de mainlevée et de l'adresser à la direction, parce que ... ZOHOUN n'était pas resté dans le même

secret que Monsieur Barthélémy ; ils m'ont menti que c'est une autre société qui a payé 1.000.000 FCFA.

L'an deux mille dix-sept et le dix janvier, je m'en remettais à un membre de la CGTB. Après ses enquêtes et ses démarches vers les services de la CNSS, il m'a promis me retirer toute ma somme ... » ;

Considérant qu'il joint à son recours divers documents ;

INSTRUCTION DU RECOURS

Considérant qu'en réponse à la mesure d'instruction diligentée par la Cour, le directeur général adjoint de la Caisse nationale de sécurité sociale, Monsieur Aliou OGOUTOLOU, écrit :

« ... La société Mondial Business Sarl, employeur de Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN, est redevable de la somme de deux millions huit cent quatre-vingt mille sept cent soixante-douze (2.880.772) F CFA au titre des cotisations de sécurité sociale de son personnel pour la période allant du 1^{er} trimestre 1998 au 4^{ème} trimestre 2006.

Mise en demeure de payer sa dette, la société Mondial Business a contesté le quantum de la dette sous le prétexte que celui-ci résulte d'une taxation d'office.

La Caisse a, alors, invité la débitrice à produire les déclarations de salaires et de cotisations pour la détermination de la dette sur des bases réelles. La correspondance de la Caisse est restée sans suite.

Face aux manœuvres dilatoires de l'employeur débiteur, et conformément aux dispositions du code de sécurité sociale, la Caisse a obtenu du tribunal une contrainte.

En réaction à la signification de la contrainte et au commandement de payer à lui délaissé par l'huissier instrumentaire, le débiteur a assigné la Caisse. Le dossier est pendant.

Courant 2006, Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN s'est présenté à la Caisse pour s'enquérir de l'évolution de la procédure de recouvrement forcé. Une information erronée lui a été donnée. L'information fournie concernait la société Mondial Prestations & Services et non son employeur la société Mondial Business Sarl. La société Mondial Prestations & Services, également en recouvrement forcé, s'était acquittée d'un acompte de trois millions de francs reversé par l'huissier de justice dans la même période.

Lorsque la méprise a été constatée, l'information exacte a été portée à la connaissance de Monsieur HOUNKANRIN, à savoir, le paiement de trois millions de francs concernait la société Mondial Prestations & Services. Mais, ce dernier s'accroche à l'information erronée et échafaude toute une théorie du complot.

Une chose demeure constante. La société Mondial Business Sarl n'a pas payé sa dette à ce jour.

Son employé, Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN, ne peut avoir de droits relatifs à la période non déclarée et non cotisée.

Le droit aux prestations de la sécurité sociale est subordonné au paiement au préalable des cotisations afférentes au risque couvert. L'existence d'un lien entre le droit aux prestations et l'obligation de cotiser revêt le caractère d'un principe fondamental de la sécurité sociale. A défaut de versement des cotisations, le droit aux prestations n'est pas ouvert.

Au regard de ce qui précède, les prétentions de Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN ne sont pas fondées et ses droits n'ont pas été violés ... » ;

ANALYSE DU RECOURS

Sur la recevabilité de la requête de Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN

Considérant qu'aux termes de l'article 27 de son règlement intérieur, « *La Cour constitutionnelle est saisie par une requête. Celle-ci est déposée au Secrétariat Général qui l'enregistre suivant la date d'arrivée* » ; qu'en l'espèce, le requérant a adressé sa correspondance au "Président et aux Conseillers de la Chambre civile de la Cour d'Appel de Cotonou" ; qu'il en découle que le requérant n'a pas saisi la Cour constitutionnelle d'une requête ; qu'en conséquence, sa requête doit être déclarée irrecevable ;

Considérant que le requérant fait, toutefois, état d'un cas de violation des droits de l'Homme, notamment le non-paiement de ses prestations de sécurité sociale par la Caisse nationale de sécurité sociale ; qu'il y a lieu pour la Cour de se prononcer d'office, et ce, en vertu de l'article 121 alinéa 2 de la Constitution ;

Sur la violation des droits de l'Homme alléguée par le requérant

Considérant qu'il ressort, cependant, des éléments du dossier que la requête de Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN tend, en réalité, à faire apprécier par la haute Juridiction, les conditions d'application de la loi n° 98-19 du 21 mars 2003 portant code de sécurité sociale en République du Bénin modifiée par la loi n° 2007-02 du 26 mars 2007, notamment les modalités de paiement des prestations de la sécurité sociale aux personnes affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ; qu'une telle appréciation relève d'un contrôle de légalité ; que la Cour, juge de la constitutionnalité et non de la légalité, ne saurait en connaître ; qu'il échet, dès lors, pour elle de se déclarer incompétente ;

D E C I D E :

Article 1^{er}.- La requête de Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN est irrecevable.

Article 2.- La Cour se prononce d'office.

Article 3.- La Cour est incompétente.

Article 4.- La présente décision sera notifiée à Monsieur Houénoukpo "David" HOUNKANRIN et à Monsieur le Directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le quinze mars deux mille dix-huit,

Messieurs	Théodore	HOLO	Président
	Zimé Yérima	KORA-YAROU	Vice-Président
	Bernard Dossou	DEGBOE	Membre
Madame	Marcelline C.	GBEHA AFOUDA	Membre
Monsieur	Akibou	IBRAHIM G.	Membre
Madame	Lamatou	NASSIROU	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

Professeur Théodore HOLO.-

Professeur Théodore HOLO.-